

Quelle terminologie pour quel développement ?

Michelaine Cayer (1990) a très heureusement intitulé un de ses nombreux articles :

La terminologie, un outil du développement. L.-J. Rousseau parle de « La terminologie et la pratique du développement » (1991 : 3). L'un et l'autre donnent à penser au type de développement ainsi envisagé, et au type de terminologie susceptible d'y répondre. D'où ma question « Quelle terminologie pour quel développement ? ».

Le plan de cette réflexion est déjà tout tracé : puisque le développement est présenté comme la finalité de la terminologie, ce sont les termes de ce développement qu'il faut déterminer au préalable ; alors seulement peut s'enclencher la réflexion sur la terminologie capable de le traduire et/ou d'y conduire, ainsi que sur les conditions de sa réalisation.

Je pose donc d'abord la question du concept de développement ; je traiterai ensuite de la façon dont la terminologie peut réellement et efficacement le promouvoir et l'éclairer. Mais ce deuxième point se vaudra à la fois théorique et pratique : théorique, il s'intéressera au type de terminologie capable d'y répondre ; pratique, il portera mon attention sur les conditions de possibilité de cette réponse. À titre d'exemple et de point d'application, je me permettrai de partir du cas burundais, tant les

problèmes terminologiques burundais sont identiques ou quasi semblables à ceux des autres communautés linguistiques africaines, pour ne pas dire « en voie de développement ».

1 Quel développement envisager ?

Il n'est pas toujours facile de définir un terme trop couru, surtout quand il s'agit d'un élément linguistique aussi ambigu que le mot *développement*.

En effet, les définitions que l'on donne au développement sont légion et diffèrent moins selon les auteurs que selon les instances auxquelles ces derniers doivent obéissance. Un penseur du FMI ou de la Banque mondiale aura bien du mal à sortir du sillage matérialiste de l'acquisition d'une plus grande aisance, celle éventuellement traduite par le nombre de comptes en banque et surtout la qualité et la fréquence de leur alimentation. Par contre, une réflexion menée sous l'œil du Vatican parlera du développement en termes métaphysiques et/ou anthropologiques d'épanouissement humain ou, pour emprunter l'expression déjà assez vieille de Paul VI dans *Populorum Progressio*, de « développement intégral de l'homme ». Cependant, le destinataire

ne pourra pas distinguer de manière claire s'il s'agit de l'homme physique, psychique, social ou moral, ou de tous ces aspects à la fois.

Une remise en question des deux perspectives nous révèle non seulement qu'il s'agit d'une nouvelle forme de distinction entre l'être et l'avoir qui met l'homme en condition de choisir l'un ou l'autre et le distraît du « non-choisi », mais qu'il s'agit aussi d'une ambiguïté et d'un paradoxe desquels on peut difficilement sortir, car l'être et l'avoir s'imbriquent nécessairement l'un dans l'autre.

Les expressions ci-contre illustrent bien cette ambiguïté et cette imbrication.

Enfin, tant qu'on reste dans cette logique dichotomique, il est bien difficile de repérer et de déterminer les frontières qui séparent l'être de l'avoir et donc les deux types de développement. Il vaut peut-être mieux poser la question autrement, par exemple de la manière africaine qui parle de l'« être-avec » pour traduire « avoir », comme nous le lisons dans les énoncés kirundi ci-contre.

Tous ces énoncés peuvent se traduire en termes d'« être » : *je suis riche, je suis marié, je suis un peu malade, je suis vertueux, je suis honoré, je suis vivant, je suis compatissant*, etc. Même si on s'élève plus haut que la linguistique « parler métaphysique », on n'échappe pas à cette ambiguïté : la vie et la non-vie se conçoivent toujours sur le double fond de l'être et de l'avoir ; l'être lui-même n'a de visage que placé face au non-être, donc sur la toile de fond de l'avoir.

Le développement doit donc se redéfinir autrement, de préférence en termes d'« épanouissement ». Car, quelle que soit la perspective où il se perçoit (physique, morale, sociale, intellectuelle, spirituelle ou autre), l'épanouissement allie toujours l'être

On dira « être riche »	pour « avoir de l'argent ou d'autres biens »
« être intelligent »	« avoir de l'intelligence »
« être patient »	« avoir de la patience »
« être fort »	« avoir une bonne santé »
« être bon »	« avoir des qualités »
« être jeune »	« avoir la jeunesse » ou « n'avoir pas d'expérience »
« être vivant »	« avoir de la vie »
« être musclé »	« avoir des muscles saillants »
« être malade »	« n'avoir pas la bonne santé »
« être puissant »	« avoir le pouvoir »

Cette ambiguïté est encore plus visible dans les énoncés comme :

« avoir faim »	« être affamé »
« avoir chaud »	« être en transpiration »
« avoir du chagrin »	« être triste »
« avoir le moral »	« être optimiste » ou « être courageux »
« avoir la paix »	« être calme »

– <i>ndi n-itũnga</i> (« je suis avec la richesse »)	pour « j'ai de la richesse »
– <i>ndi n-úmugabo</i> (« je suis avec un homme »)	« j'ai un mari »
– <i>ndi n-ákagwára</i> (« je suis avec une petite maladie »)	« j'ai une petite maladie »
– <i>ndi n-íngeso mbi/nzizá</i> (« je suis avec des vertus/vices »)	« j'ai des vertus/vices »
– <i>ndi n-ítéka</i> (« je suis avec l'honneur »)	« j'ai l'honneur »
– <i>ndi n-úbuzima</i> (« je suis avec la vie »)	« j'ai de la vie »
– <i>ndi n-íkigõngwe</i> (« je suis avec la compassion »)	« j'ai de la compassion »

etc.

et l'avoir. Et quand on parle de l'épanouissement de l'homme, on réfère simultanément à l'élévation de son humanité et à ce qui la favorise.

Ainsi, on ne peut pas penser au développement d'un peuple sans viser de ce fait l'épanouissement de son identité, de son ethnicité. Par ailleurs, on ne peut pas isoler le développement d'un peuple de l'épanouissement des individus, puisque tout ensemble n'existe que dans et par ses éléments. De même, l'homme ne peut se développer que dans son individualité et dans sa sociabilité. C'est même dans ce sens que M. Cayer écrit : « Le développement se définit (...) par la participation active d'une communauté à l'évolution et au bien-

être des individus qui la composent, la reconnaissance à l'intérieur de la communauté du potentiel de la collectivité, et enfin la reconnaissance du rôle que cette communauté peut jouer vis-à-vis d'autres communautés » (1990 : 1).

Participation active, donc engagement conscient et volontaire ; nous sommes au niveau de l'être. Et, psychologiquement parlant, rien n'est aussi épanouissant que l'engagement conscient ; d'une manière ou d'une autre, l'homme tire toujours de l'avantage dans l'action dans laquelle il s'implique, quelle qu'en soit la nature, pourvu qu'il l'ait menée avec succès. Il est heureux, et le bonheur est le seul but que vise le développement. Si nous posons par

exemple la question de ce qui a poussé les Québécois au Canada ou les Flamands en Belgique à entreprendre leurs revendications et leur révolution linguistique, c'est moins l'écart qui séparait leur niveau de vie de celui de leurs compatriotes hétérophones⁽¹⁾. C'est davantage la prise de conscience de ce qui était à l'origine de ce fossé: la méconnaissance de leur dignité, de l'existence de leurs peuples en tant que peuples respectifs. S'il en avait été autrement, ils auraient accepté de fermer les yeux sur leur néerlandité ou leur québécity pour acquérir les avantages économiques et sociaux auxquels ils n'avaient pas eu accès par d'autres voies.

En d'autres termes, si le développement des peuples veut être réel, profond et durable, il doit être culturel; il doit chercher à épanouir en l'homme sa propre nature, en ce qu'elle a d'individuel et de collectif. Pour œuvrer à cet épanouissement, il ne peut se concevoir que comme éveil et stimulation, donc comme éclairage, comme communication. Par conséquent, la problématique ne se situe pas au niveau de l'être ou de l'avoir, mais de la communication.

(1) J. Maurais (1986: 363) nous informe qu'en 1963 les Québécois francophones se situaient au 12^e rang dans l'échelle des revenus (...). Au Québec même, le Canadien d'origine britannique avait un revenu supérieur de 35% à celui du francophone. Et dans l'ensemble du Canada, le revenu des Canadiens anglais dépassait de 20% celui des Canadiens francophones.

(2) X est un nom très connu à Bujumbura; je ne peux le nommer. Y est également bien connu; grand commerçant aux affaires prospères, il est toujours en vie et toujours cocasse.

(3) NDLR: *muzungu*: blanc, riche.

C'est un problème linguistique. C'est là que nous rejoignons nécessairement le problème de la terminologie.

2 La terminologie du développement

La question de la terminologie du développement se pose en ces termes: si le développement est tel que nous venons de le présenter, quelle terminologie pourra-t-elle y conduire? Notre hypothèse est que seule une «terminologie culturelle» peut répondre efficacement à cette interrogation.

Pour développer cette hypothèse, je me propose de dépeindre la situation de marginalisation des langues du Sud, en l'occurrence le kirundi, afin de montrer que toute opération terminologique doit s'inscrire dans une politique linguistique d'ensemble par laquelle les décideurs politiques cassent le «ghetto culturel» étouffant que produit cette marginalisation. Alors, je parlerai de la triple action proprement linguistique qui sera à même de réaliser le développement, une fois que les conditions préalables seront remplies.

2.1 Situation linguistique accablante

J'introduirai à cette description de cette grave situation par les quelques faits suivants:

- Deux commerçants X et Y⁽²⁾ ont l'habitude de se rencontrer dans un restaurant de haut niveau; un des deux a appris le français et commande le menu; l'autre est causeur et fait rire son ami. Un jour, le bilingue est empêché sans que le kirundophone ne le sache. Au restaurant où il se retrouve seul, le monolingue commande son menu en disant: «Donnez-moi ce que nous prenons

d'habitude avec X». Le garçon de répondre que X mange toujours là et varie ses mets. Le client fait courir son regard sur la carte qui lui est tendue et voit «haricot» sur la liste; c'est un mot qu'il entend souvent. Il s'y précipite et le voilà servi. Il fulmine en son cœur mais mange quand même sa commande. À côté de lui se trouve un muzungu⁽³⁾ occupé à s'offrir un mets de fête. Monsieur l'a vu. Le muzungu en redemande en criant «Garçon! Encore!!!». Et il est resservi. L'autre se frotte les mains à l'idée qu'il sait désormais comment s'appelle le bon mets, avale à bouchées doubles son haricot et crie le mot magique: «Encore nanje», ce qui veut dire «encore moi aussi». Quand il voit revenir le plat de haricots, il est horrifié et lance au garçon: «Comment! Le *encore* du blanc et le *encore* du noir ne sont-ils pas les mêmes»? Et il s'en va sans manger son *encore* et sans payer sa première commande, tellement il était scandalisé et révolté. Eh oui, on peut bien être riche en kirundi au Burundi, mais il vaut mieux parler français pour manger dans les restaurants de riches.

- Des collégiens s'en vont au magasin bien achalandé du père d'un de leurs collègues pas assez intégré et lui demandent un «cosinus». Le réflexe de commerçant aidant, il répond comme il le fait d'habitude en cas de non disponibilité d'un article: «Revenez demain, s'il vous plait; c'est en commande et le dernier du stock vient d'être vendu à l'instant». Les gamins rigolent et s'en vont. De son côté, le commerçant va demander des cosinus à son grossiste, assuré qu'il s'agit d'un matériel scolaire. C'est avec humiliation qu'il apprend de quoi il s'agissait. Pour éviter à l'avenir ce genre de vexation, il engagea un scolarisé dans son magasin.

Ces quelques exemples suffisent pour montrer la gravité de la situation dans laquelle l'homme se trouve plongé dans les pays à langue dominée. Pour y jouir pleinement de

sa dignité d'homme, il est souhaitable d'être francophone en pays sous influence francophone. Cet état de faits a créé une situation catastrophique au niveau des droits linguistiques, comme le prouve la distribution géolinguistique de l'espace burundais.

En effet, le paysage linguistique burundais est réparti en trois zones d'influence linguistique: kirundophone, swahilophone et francophone.

Le swahili, langue de commerce, des affaires et des métiers, se parle surtout dans les quartiers périphériques des centres urbains. Bujumbura s'est particulièrement distinguée dans cette répartition: les zones de Bwiza, Buyenzi, Kamenge et Kinama sont acquises au swahili, à telle enseigne que le kirundophone s'y sent étranger; le swahilophone, lui, s'y sent comme «en terroir propre». D'anciennes «zones tampon» comme Nyakabiga ou Cibitoke sont en train de se laisser progressivement conquérir à leur tour, tandis que d'autres quartiers comme Rohero, Mutanga, Kinindo, etc. restent imperméables au swahili.

L'observateur remarque rapidement que ces quartiers épargnés par la swahilisation sont généralement des régions urbaines habitées par des cadres supérieurs et moyens de la fonction publique, tandis que les terres foncièrement swahilophones sont des terres à forte densité d'immigrés, tous des gens de petits métiers informels ou de petits agents du secteur privé, et une foule de chômeurs sans qualification, condamnés à errer çà et là en quête d'emploi ou de quelque attention sociale. Ces «damnés de la terre» sont évidemment acculés à apprendre et à utiliser tant bien que mal le swahili pour se faire comprendre dans ce milieu de vie obligé.

Le français est langue d'enseignement, de travail dans la fonction publique et dans la quasi-totalité des services privés, langue

d'affichage et de publicité dans presque tous les domaines de la vie nationale, langue de contact et de communication avec l'Étranger; il se parle sur toute l'étendue du pays, mais uniquement par les rares «scolarisés profonds», ceux-là mêmes dont M. Mazunya parle:

«Une éducation à deux vitesses s'est (...) développée dans un contraste anomique où le modèle ancestral se perdait avec les dents de lait. L'aliénation culturelle tant déplorée a particulièrement touché les écoles secondaires avec internat, celles où les fils de paysans donnaient l'impression de n'apprendre qu'à mépriser la langue et le modèle de vie de leurs parents indigènes» (Mazunya 1992: 21).

Le kirundi, enfin, langue de tous les Burundais, mais sérieusement menacée par l'avancée des deux autres langues. Limité aux territoires non urbanisés du pays et réservé aux besoins de tous les non-scolarisés, le kirundi est condamné à la défonctionnalisation, en raison de l'infériorisation du kirundophone monolingue. Ce dernier est comme marginalisé, enfermé dans un «ghetto culturel» dont il ne sortira que s'il parle français ou swahili (*op. cit.*: 32).

Bref, le kirundi se parle unilinguement par les non-scolarisés de l'intérieur du pays; le français se parle dans les bureaux et dans les écoles, tandis que le swahili est la langue des quartiers et des métiers. Nous assistons ainsi à une situation distributive étonnante: ni géographique ni idéologique, mais qui risque de s'aggraver au fur et à mesure de la scolarisation. En effet, la vertigineuse croissance du nombre d'immigrés et le monopole du français sur l'enseignement accroissent nécessairement la population allophone et diminuent progressivement celle des kirundophones: prenez un jeune étudiant en fin d'humanités et présentez-lui un texte kirundi à lire; il demandera suppliant: «donnez-moi le

temps de préparer»; mais il n'hésitera pas un instant devant un texte français. Ainsi, nous risquons progressivement de former des illettrés en kirundi et donc de rendre le Burundais étranger à son expression, à son image, pendant que l'acquisition du français ne nous assure ni la francité ni le développement, de quelque côté où nous le prenions.

2.2 À développement culturel, terminologie culturelle

Pouvons-nous atteindre le développement dans ces conditions? Je pense que non! D'abord, nous n'arrivons pas à atteindre ce que nous devrions atteindre en apprenant le français, en l'occurrence l'acquisition de l'identité française: la francité ne peut être nôtre ni aujourd'hui ni demain. Par ailleurs, nous perdons notre identité, nous perdons la conscience de nous-mêmes. Par conséquent, nous ne saurons jamais être ouverts à l'expression qui dit le vrai développement, le «développement culturel». Pour acquérir ce langage, nous devons nécessairement nous replonger au cœur du peuple à développer, dans sa culture, et rencontrer cette dernière dans la langue qui la véhicule. En outre, avant de penser à la technologie de pointe, nous devons plutôt nous poser des questions du genre: comment aider le Burundi (le Zaïre, le Togo, le Mali...) à mieux cultiver, à mieux soigner ses enfants, à mieux gérer ses terres et ses troupeaux, à fabriquer ses outils agraires, à construire sa maison? Cela veut dire que nous devons mettre sur pied un vocabulaire adapté à ses besoins actuels et réels, par domaines et par spécialités.

Cependant, sur la question du développement, il ne suffit pas de se poser des questions, il faut surtout leur trouver des réponses; et, pour ce

qui est de la terminologie, c'est là la tâche du linguiste. Mais quelle réponse y apportera-t-il ?

Il va sans dire que la fonction développementale d'une langue suppose au préalable que cette dernière soit rendue capable de répondre effectivement et efficacement aux diverses sollicitations de la modernité, notamment dans des domaines tels que les sciences et la technologie. Mais par quelles voies ?

Nous remarquons par exemple que le Burundi ancestral pratiquait tous les métiers et utilisait un vocabulaire spécifique à chacun d'eux. Il existe donc toute une terminologie des métiers, et c'est un domaine prioritaire du développement, en Afrique comme ailleurs. Mais pour édifier cette terminologie culturelle des métiers, le terminologue doit d'abord se mettre à l'écoute de la langue, en allant directement auprès des gens de métiers. Cela permet de repérer et d'isoler les divers termes spécifiques aux domaines étudiés et de pouvoir les faire partager à d'autres membres de la communauté linguistique concernée. Ce faisant, le terminologue devra faire le tour de tous les métiers, de toutes les professions.

Après le repérage, la description et la fixation terminologique des termes déjà existants, le terminologue se mettra également à l'écoute des spécialités nouvelles, celles qui sont inconnues dans la tradition. En effet, puisqu'il y a des véhicules, une distribution d'eau à domicile, etc., la langue doit pouvoir parler de tuyauterie, de mécanique automobile, d'électricité et d'électrification. Globalement, elle doit s'ouvrir à la technologie nouvelle.

Il s'agit d'une triple démarche de repérage, de création et de traduction terminologiques visant à « adapter la langue-cible aux réalités nouvelles qu'elle sert à dénommer pour devenir et/ou demeurer fonctionnelle ». Le linguiste doit effectivement travailler

sur le terrain et, domaine par domaine, rechercher et décrire les termes existant déjà dans la langue et laissés pour compte en raison du recours aux langues étrangères. C'est une entreprise d'envergure et très coûteuse, mais qui en vaut vraiment le prix. Et le gouvernement en démocratie ne peut pas la négliger avec bonne conscience. Du reste, c'est ainsi qu'apparaîtront les éventuels vides lexicaux à combler par la création, afin de mettre sur pied « un lexique permettant d'exprimer une certaine modernité qui, jusque-là, avait été véhiculée par la langue coloniale » (Calvet 1986: 94).

Certes, ce travail suppose la mise en œuvre d'une « industrie de la langue » qui se charge d'une recherche terminologique assidue et continue menée domaine par domaine et spécialité par spécialité, ainsi que d'une « banque terminologique » qui stocke et disponibilise en temps voulu le produit de ces investigations, afin de garder la langue toujours adaptée aux diverses réalités nouvelles. Cependant, à côté de cette double tâche de repérage et de création doit être également lancée celle de la traduction des textes scientifiques déjà existants dans d'autres langues, afin d'en rendre le contenu accessible à la population. Par ailleurs, cette traduction doit se doubler d'un souci de vulgarisation visant à simplifier le message.

C'est ce que M. Diki-Kidiri appelle « instrumentalisation des langues africaines », et qui répond au souci de « doter les langues africaines des moyens susceptibles de les rendre aptes à véhiculer la modernité, afin que l'on puisse les utiliser pour transmettre aux populations africaines le savoir et le savoir-faire, voire le savoir-être dont elles ont besoin pour se développer » (Diki-Kidiri 1991: 14). L'auteur ainsi cité nous avise cependant que toutes ces opérations seraient de vains efforts si elles n'étaient pas accompagnées d'une politique

d'enseignement généralisé de ces langues. Et il conclut : « En développant un enseignement généralisé des langues africaines, en même temps qu'une recherche terminologique étendue à la phraséologie de spécialité, on crée les conditions minimales nécessaires à l'émergence d'une couche de population instruite dans sa langue et capable de comprendre, d'acquérir et de produire du discours technique de plus en plus spécialisé et donc de recevoir et de communiquer les connaissances et le savoir-faire moderne » (*ibid.*).

Cette tâche devient même quelque peu urgente : la technologie nouvelle entre dans les mœurs, dans les habitudes des gens, et j'ai comme l'impression que les habitudes linguistiques sont plus rapidement acquises que les connaissances linguistiques elles-mêmes. Un indigène kirundophone opéré d'une jambe, de la hanche ou d'ailleurs dira aisément aux infirmières ou au garde-malade : *ni hamwe banyopera* (« c'est là où l'on m'a opéré »), alors que sa langue dirait *hamwe bābāga*. Le restaurateur parlera de *ibuleti* là où le kirundi par exemple aurait dit *inyama ziburūgushuye* ou ... *zibumbābūmvyeye*. Il apparaît donc que le linguiste (le terminologue en particulier) risque d'être en retard s'il n'agit pas vite pour adapter la population à cette rapide invasion des techniques et de la technologie nouvelles. Pour ce faire, il doit se mettre à l'écoute non seulement de la langue et de ses mécanismes, mais aussi de la réaction de la population, une réaction forcée parce que le français ou l'anglais respectivement sont en passe de devenir les langues de réussite et de promotion sociale en Afrique, celles sans la connaissance desquelles on ne devient rien.

Toutefois, l'enseignement en langues africaines en Afrique ne sera producteur d'effets positifs que s'il répond à une action de grande envergure au niveau de la

scolarisation. En effet, telle qu'elle est conçue dans les pays en voie de développement, la scolarisation sert plutôt à étouffer l'homme en sa qualité d'homme, puisqu'elle lui aliène son identité culturelle. Nous devons nécessairement repenser nos systèmes éducatifs et, en premier lieu, rééduquer l'enfant dans sa langue. Ce n'est pas un simple problème linguistique: si l'on change la structure scolaire et décide par exemple au Burundi d'enseigner en kirundi, cette décision ne sera jamais mise efficacement en application que si les programmes sont pensés en kirundi et non en français comme c'est l'habitude. Parce que l'enseignement est également une question de conception, il doit être adapté aux besoins humains des destinataires.

Cette adaptation doit être pluridisciplinaire: le linguiste ne travaillera pas sans le psychologue, sans le pédagogue et sans les spécialistes de chaque matière envisagée. Cette interdisciplinarité doit être mise en évidence et jouir de toute l'importance qui lui convient. Alors seulement, on pourra penser à une terminologie de développement et au développement effectif du destinataire, parce qu'on se sera déterminé les voies et moyens de concevoir un développement à sa taille et un langage adapté pour lui en livrer la connaissance et les mécanismes.

Hilaire Ntahomvukiye,
Département des langues et littératures
africaines,
Faculté des lettres et des sciences
humaines,
Université du Burundi,
Bujumbura,
Burundi.

Bibliographie

- Calvet (L.J.), 1986: «Les États et leurs politiques linguistiques: les problèmes d'une politique des langues», dans *Universalialia*, p. 93.
- Cayer (M.), 1990: «La terminologie, un outil de développement», dans *Terminogramme*, 57, p. 1-3.
- Cohen (B.), 1991: «Le rôle de la traduction dans l'enrichissement des connaissances», dans *Terminologies nouvelles*, 6, p. 48-50.
- Diki-Kidiri (M.), 1991: «Terminologie et développement: pour une meilleure communication des connaissances», dans *Terminologies nouvelles*, 5, p. 13-15.
- Duchatel (J.), 1992: «Les industries de la langue: mythe ou réalité», dans *Terminogramme*, 66, p. 10-13.
- Fortin (M.), 1991: «L'apport de la terminologie dans la promotion d'une langue», dans *Terminologies nouvelles*, 6, p. 50-53.
- Halaoui (N.), 1991: «Terminologie, traduction et développement», dans *Terminologies nouvelles*, 5, p. 44-47.
- Maurais (J.), (Éd.), 1986: *Politique et aménagement linguistiques*, Québec, Conseil de la langue française, Paris, Le Robert.
- Mazunya (M.), 1992: «De la kirundisation à la pédagogie interculturelle», dans *Dire*, 4, p. 27-39.
- Michaud (D.), 1991: «La terminologie et la néologie: outil de la promotion des langues», dans *Terminologies nouvelles*, 6, p. 53-56.
- Ntahomvukiye (H.), 1992: «La question linguistique au Burundi», dans *Terminologies nouvelles*, 7, p. 14-17.
- Rivard (D.), 1992: «Agents de serre: à problématique nouvelle, terminologie nouvelle», dans *Terminologies nouvelles*, 7, p. 18-23.
- Rousseau (L.-J.), 1991: «La terminologie et la pratique du développement», dans *Terminologies nouvelles*, 6, p. 3-6.
- Rousseau (L.-J.), 1990: «Les industries de la langue, une voie d'avenir pour la linguistique», dans *Terminogramme*, 55, p. 3-4.